

L'arrivée de Tony Blair au pouvoir, synonyme de rupture dans
la politique européenne de la Grande-Bretagne ?

« We always come back to the same dilemma : in or out of Europe. To be in or out of Europe, that is the question. In the end, we have always chosen to be in. Any British government, governing for the true national interest, always comes back to the same place. It is not weakness, or the beguiling embrace of European allies; it is stark reality, good old-fashioned British pragmatism that brings us here. »

Tony Blair, 27 juillet 1999

L'Angleterre a longtemps été considérée comme un partenaire européen difficile. Son histoire européenne est jalonnée d'hésitations, de refus, de protestations qui ont très souvent dénoté. Elle comprend trois phases principales.

La première va de la fin de la seconde guerre mondiale à 1956. Durant cette période, l'Angleterre, forte d'avoir gagné la guerre, se sent supérieure aux autres puissances européennes qui sont en ruine. La peur d'une perte de souveraineté conjuguée avec l'exaltation de l'Empire conduit en 1950 la Grande-Bretagne à refuser les plans Pleven et Schumann, fondations de l'actuelle Union européenne. Le même euro-pessimisme conduit les Anglais à se retirer prématurément des négociations de Messine qui déboucheront sur le traité de Rome, pierre angulaire de l'Europe moderne. En contrepartie l'Angleterre s'est tout de même engagée à travers le pacte de Bruxelles¹ qui débouchera sur l'U.E.O. et à travers l'O.E.C.E. qui est destinée à répartir en Europe les aides du plan Marshall.

La seconde période s'étale de 1956 à 1973. Après la crise de Suez, la Grande-Bretagne est bien consciente de ses faiblesses et sent que son avenir prend une tournure plus européenne que mondiale. La peur de l'isolement commence à se faire sentir. De plus, les Etats-Unis avec lesquels l'Angleterre entretenait une « special relationship » souhaitent que cette dernière soit un allié fort dans une Europe forte. Toutes ces considérations conduisent MacMillan à poser la candidature britannique pour l'adhésion à l'Europe. De Gaulle y met rapidement un terme, qualifiant l'Angleterre de « cheval de Troie » des Américains. Pour des raisons plus économiques, Wilson renouvellera la candidature britannique en 1967 et derechef de Gaulle y opposera son veto. Son départ en 1969 et l'arrivée d'Heath, europhile notoire, au pouvoir va enfin permettre à la Grande-Bretagne d'adhérer à l'Europe en 1973. Une nouvelle période de son histoire européenne débute, elle va maintenant jouer un rôle actif.

L'adhésion de la Grande-Bretagne ne fait tout de même pas d'elle un partenaire ordinaire. Le gouvernement Thatcher va se montrer très dur et la dame de fer défendra bec et ongles les intérêts britanniques, notamment sur le brûlant sujet de la contribution au budget européen. Son successeur, John Major, aura un style moins incisif et réussira à obtenir des concessions, en particulier sur le traité de Maastricht. Mais les dissensions au sein du parti conservateur et la transformation du parti travailliste en « New Labour » conduiront Tony Blair au 10 Downing Street. Son arrivée marque une rupture de la politique britannique en ce qui concerne l'Europe. Le terme de « rupture » suppose un avant et un après, c'est pourquoi nous analyserons d'abord l'attitude de John Major et des Conservateurs vis à vis de l'Europe puis nous montrerons en quoi l'arrivée de Tony Blair a bouleversé la politique européenne de la Grande-Bretagne.

¹ Signé le 17 mars 1948 avec la France et le Benelux

I/ Les Conservateurs et l'Europe : De l'euroscepticisme à l'europhobie.

1. Les gouvernements Major (1990-1997)

John Major devint chef du parti Conservateur en novembre 1990. A cette époque, il passait pour le meilleur homme de compromis, capable de souder son parti et de créer une véritable cohésion interne.

Ses premières actions en tant que Premier ministre semblèrent indiquer qu'il avait réussi cette délicate synthèse. Il obtint en effet satisfaction en ce qui concerne le traité de Maastricht sur tous les points que s'était fixé le gouvernement lors de la Conférence intergouvernementale de 1990-1991, à savoir empêcher la conclusion d'une union économique et monétaire ou du moins d'y soustraire son pays, de refuser une charte sociale qui encadrerait le droit britannique du travail et d'empêcher la création d'une politique de sécurité commune en dehors de l'Otan². Il obtint une clause d'exemption pour la troisième étape de l'U.E.M. aboutissant à la création d'une monnaie unique. La Charte sociale, elle, fut annexée au traité et non incluse dans celui-ci. Ce subterfuge permit à la Grande-Bretagne de ne pas la signer. Enfin après de longues négociations, Major obtint la création d'un pilier séparé pour la politique étrangère et la sécurité commune (Pesc) qui soustrayait celle-ci au regard de la Commission, du Parlement européen et de la Cour européenne de justice. Major pouvait donc se targuer d'avoir réussi à négocier un compromis équilibré. Son retour de Maastricht en 1991 fut triomphal et le *Times* titra : « Major obtient tout ce qu'il souhaitait à Maastricht. » Les élections de 1992 furent remportées de justesse par les Conservateurs. La petite majorité d'une vingtaine de siège allait cependant se réduire au cours des élections partielles toutes perdues par le gouvernement. Le parti était en effet plongé dans une sorte de « guerre civile »³ que nous examinerons ci-dessous. Celle-ci va pousser un John Major euro-enthousiaste à ré-adopter une attitude de compromis qui va vite tourner à l'europhobie.

En effet, d'avril 1992 à septembre 1993, Major fera preuve d'un euro-optimisme débordant, tentant par tous les moyens de rester dans le S.M.E. Il sera contraint d'en sortir en septembre 1992 après la crise du « mercredi noir »⁴ et le sacrifice de Lamont, son ministre des finances. Malgré cela et le refus danois par référendum du traité de Maastricht, Major s'obstine à vouloir le faire voter au Parlement alors qu'il aurait pu le considérer comme nul et non avenu pour mille et une raisons⁵. Par le biais d'un vote de confiance le texte est finalement adopté de justesse.

² Forster, *Britain and the Maastricht negotiations*, Oxford, Macmillan, 1999, p.54.

³ Martin Holmes, *European Integration*, Londres, Palgrave, 2001, p. 27-45.

⁴ Le 16 septembre 1992.

⁵ Martin Holmes, *op. cit.*

A partir de septembre 1993, les pressions au sein du parti ne cessent de grandir et Major ajuste sa conduite en adoptant un ton de plus en plus europhobe⁶. Il bloqua la nomination de Dehaene au poste de président de la Commission, lui préférant le moins charismatique et moins fédéraliste Jacques Santer. Il prôna une Europe plus « flexible » et « à la carte »⁷ où chaque pays choisirait où et comment il s'engage dans le processus européen. Malgré ce retournement de situation, Major ne convainquit ni l'électorat, ni surtout son parti très divisé notamment sur la politique européenne. C'est ce qui explique la défaite des Conservateurs en 1997 et le retour des Travaillistes conduits par le jeune Tony Blair.

2. *Un parti conservateur très divisé*

L'ère Major sera surtout marquée par le déchirement interne du parti conservateur qui va tomber petit à petit dans l'europhobie. Cela commence avec les négociations à propos du traité de Maastricht. Les concessions obtenues par Major satisfont la majorité des Conservateurs et seuls quelques individus un peu marginaux s'élèvent contre les résultats, notamment Norman Tebbit et Tedy Taylor⁸. De plus, s'était créé en 1988 le puissant et riche « groupe de Bruges » constitué des eurosceptiques et des europhobes du parti. Lors des négociations de Major ce groupe trouva la politique du Premier ministre trop frileuse et aurait par exemple préféré un veto britannique à la monnaie unique plutôt qu'une clause d'exemption qui pouvait être annulée. Mais l'intensité de leurs plaintes était alors sans commune mesure avec ce qu'elle serait quelques années plus tard.

En effet, après la faible victoire de Major aux élections de 1992, le parti va se déchirer entre les héritiers de Thatcher et ceux dont ils estimaient qu'ils l'avaient trahie. L'Europe fut alors l'instrument de lutte interne. Deux événements allaient provoquer une violente crise qui mettra en péril la ratification du traité de Maastricht. Il s'agit tout d'abord du référendum danois négatif au printemps 1992 et l'expulsion de la Livre du S.M.E.⁹ Enhardis, les eurosceptiques conservateurs redoublèrent les attaques vis à vis du gouvernement, dans les médias notamment. John Major dut demander un vote de confiance afin d'obtenir une majorité de voix pour la reprise du débat de ratification du traité de Maastricht. Ensuite, les « rebelles » tentèrent d'utiliser tous les artifices possibles afin d'en retarder l'adoption. Entre 25 et 30 députés votèrent régulièrement contre le gouvernement et entre 20 et 25 choisirent l'abstention. Le salut du gouvernement ne tint généralement qu'aux votes de quelques députés libéraux-démocrates. Le 23 juillet, Major annonça un nouveau vote de confiance et la certitude d'être battu si des élections avaient lieu

⁶ Voir à ce propos l'article qu'il a écrit dans *The Economist* le 25 septembre 1993.

⁷ Discours de Leiden aux Pays-Bas, septembre 1994.

⁸ *Hansard. Parliamentary debates*, 201, 18 décembre 1991, col. 322-326.

⁹ Cf. *supra*.

immédiatement poussèrent les eurosceptiques à se ranger aux cotés du gouvernement. Le traité fut adopté mais le conflit restait encore béant. Les eurosceptiques¹⁰ exigeaient désormais que Major sorte de l'attentisme dans lequel il s'était muré et prenne une décision concernant la monnaie unique. Les pro-européens¹¹ voulaient quant à eux garder toutes les options ouvertes. Ayant peur d'une défection de l'aile droite de son parti, Major infléchit sa politique européenne, lui donnant une tournure plus eurosceptique¹². Cette rhétorique ne fut pas un franc succès et Major finit par expulser huit députés récalcitrants du groupe parlementaire qui furent alors vus comme des « martyrs » et contribuèrent à marquer l'opinion publique¹³. Les dix dernières années de Major au poste de Premier ministre furent marquées par la désintégration progressive de son gouvernement. La campagne de 1997 se fit sur le thème « Euro Labour, Euro Danger » malgré cela l'impopularité du gouvernement fut la plus forte et il fut sévèrement battu le 1^{er} mai.

II/ L'arrivée de Tony Blair au poste de Premier ministre

1. La rénovation du parti travailliste en « New Labour »

Lorsque Michael Foot, issu de l'aile gauche, arriva à la tête du Labour, il prôna le retrait pur et simple de la Communauté européenne ! Cela aboutit à une sévère cacophonie au sein du parti et il subit, aux élections de 1983, sa plus humiliante défaite depuis sa création. Le retrait de l'Europe avait en effet fait perdre au parti sa crédibilité électorale en s'éloignant du pragmatisme anglais. Neil Kinnock succéda à Foot à la tête du parti. Il infléchit le projet politique travailliste¹⁴ en évoquant seulement l'« option » du retrait. Le bon résultat des élections européennes rassura le parti qui continua alors à se recentrer politiquement. En 1988 l'option du retrait avait complètement disparu. En effet, il semblait trop tard pour faire machine arrière. En outre, la Commission avait donné une impulsion sociale à l'Europe et les pays membres étaient invités à terme à adopter une Charte sociale commune. Petit à petit, un renversement des positions européennes des grands partis britanniques allait se produire. Le parti travailliste devenant le grand parti pro-européen et le parti conservateur devenant anti-européen¹⁵. Une étape très importante dans la conversion du parti travailliste fut le discours de Delors devant les syndicats britanniques en septembre 1988. Kinnock profita de l'accueil chaleureux qui lui fut réservé pour transformer de

¹⁰ Notamment Peter Lilley et Michael Portillo.

¹¹ Notamment Michael Heseltine et Kenneth Clarke.

¹² Cf. *supra*

¹³ Martin Holmes, *op. cit.*, p.38.

¹⁴ Voir son article paru en mars 1948 intitulé « A New Deal for Europe »

¹⁵ Cf. *supra* I/ 2.

fond en comble l'attitude du parti vis à vis de l'Europe. Les travaillistes perdirent les élections de 1992 pour des raisons de politique intérieure et John Smith remplaça Kinnock. Tony Blair figure alors au Cabinet fantôme. Un renouveau du parti a lieu basé sur l'europhilie, la clarté, la transparence et la démocratisation. C'est ce qui va être appelé le « New Labour ». Smith décéda brutalement en 1994 et Blair devint le chef du parti. Il diminua le rôle des syndicats et donna au parti une allure plus démocratique, ce qui renforça sa position de leader. Le parti travailliste était surtout marqué par une grande cohérence et une grande cohésion interne. Il aborda les élections de 1997 en bien meilleure posture qu'un parti conservateur divisé et obtint le nombre record de 419 sièges. Le charismatique Blair était prêt, malgré son jeune âge, à déménager au 10 Downing Street.

2. *La vision européenne de Tony Blair : dans la lignée du pragmatisme.*

La vision européenne de Tony Blair est très pragmatique¹⁶. Il pense qu'en étant dans l'Europe, il sert au mieux les intérêts britanniques. Cette vision est bien résumée dans le discours¹⁷ qu'il a prononcé le mercredi 23 février 2000 à Gant en Belgique. Pour lui, l'Europe est incontestablement une réussite aussi bien sur le plan politique qu'économique. L'adhésion de la Grande-Bretagne résulte en fait d'un calcul de coût d'opportunité : « Of course Britain could survive outside the European Union. But it would be a poorer, weaker Britain.[...] I am determined that Britain should play its full part in Europe [...] because that is what is best for my country. »¹⁸

De plus, selon Tony Blair le renforcement du lien avec l'Europe renforcera le lien « spécial » avec les Etats-Unis : « The stronger we are in Europe, the stronger our American relationship. ». La relation avec les Etats-Unis reste très importante. Il y a quelques jours Tony Blair déclarait qu'il voulait que son pays soit un « pivot » entre le Nouveau Monde et le Vieux Continent¹⁹. En ce qui concerne l'euro, Tony Blair y est favorable à terme mais sous certaines conditions économiques. Pour ce qui est des réformes politiques, il ne souhaite pas de « super-Etat fédéral européen » mais plutôt un élargissement. Il réclame de plus une réforme de la P.A.C. Blair apparaît enfin plus européen que ses prédécesseurs. Il a tenté de convaincre l'opinion publique des bienfaits de l'Europe. Il est même allé jusqu'à affirmer partager l'« idéal européen » devant l'Assemblée

¹⁶ Voir la citation de la page 1.

¹⁷ Reproduit partiellement en Annexe.

¹⁸ Traduction libre : « Bien sûr que l'Angleterre survivrait en dehors de l'Union européenne. Mais ce serait une Angleterre appauvrie et affaiblie.[...] Je suis résolu à ce que l'Angleterre joue pleinement son rôle en Europe [...] car c'est ce qui est le mieux pour mon pays. »

¹⁹ *The Economist*, semaine du 12 au 18 janvier 2002, « The dashing Mr Blair » p.12.

Nationale à Paris le 24 mars 1998, ce qu'aucun Premier ministre excepté Heath n'aurait osé dire.

3. *Des paroles aux actes...*

Le premier acte de Tony Blair en tant que Premier ministre fut la signature du traité d'Amsterdam. Celui-ci, négocié par Major, en portait encore la marque. Comme il s'y était engagé, Blair a aussi signé la Charte sociale, limitant le travail à 48 heures hebdomadaires et obligeant la création de comités d'entreprises. Par ailleurs il a signé la Convention européenne des Droits de l'Homme rompant ainsi avec la tradition britannique. Ses prédécesseurs s'y étant toujours refusés au nom de la souveraineté parlementaire. Il marque ainsi son engagement en Europe ainsi que sa fidélité à une politique de gauche.

En ce qui concerne la monnaie unique, le gouvernement a fait savoir qu'il était d'accord sur le principe²⁰ mais sous certaines conditions économiques et que le peuple trancherait par référendum²¹. Les conditions économiques sont floues : rapprochement des cycles économiques avec les pays continentaux ; assurance que l'économie britannique pourrait s'adapter aux changements ; enfin que la monnaie unique n'aurait pas de conséquences négatives sur l'emploi et sur l'investissement. On réalise bien, malgré les apparences, combien tout cela demeure flou. Il n'est donné aucun chiffre, aucun critère « objectif ». Comment juger par exemple de l'effet de l'euro sur l'emploi ?

En ce qui concerne la sécurité, le gouvernement Blair reprend les négociations entamées avec son prédécesseur notamment avec la France. Cela aboutit à une déclaration conjointe à la fin du sommet franco-britannique de Saint-Malo²². Elle préconisait une capacité d'action autonome pour l'Union européenne qui pourrait avoir recours à des ressources de l'Otan ou à des moyens extérieurs. Il y a là un grand changement dans la politique britannique car avant cela, celle-ci n'envisageait pas d'action commune de l'Europe hors de l'Otan.

Le changement se manifesta aussi dans le soutien à la candidature de Romano Prodi à la présidence de la Commission européenne. Blair souhaitait en effet une Commission plus forte et plus active. Il adopta, en outre, une attitude plus flexible qui lui permit de gagner sur tous les tableaux : réforme de la P.A.C, réforme des aides aux régions²³ et levée de l'embargo sur le bœuf britannique.

²⁰ Robin Cook, secrétaire du Foreign Office, déclara dans une interview au *Monde* le 15 mai 1997 que « si la monnaie unique était lancée et était un succès, alors à long terme la Grande-Bretagne devrait l'adopter. »

²¹ Le texte complet de la déclaration de T. Blair figure dans *The Guardian* du 28 octobre 1997

²² Le 4 décembre 1998.

²³ Les Cornouailles et le Yorkshire notamment bénéficieront désormais d'une aide.

En définitive, on s'aperçoit que le gouvernement de Tony Blair a eu une meilleure marge de manœuvre que sous Major. Il a bénéficié du soutien de son propre parti, des libéraux et d'une partie des Conservateurs. Tony Blair a donc pu mener une véritable politique européenne sans tomber dans l'europhobie forcée comme John Major. Il n'est pas sûr cependant que la ligne de conduite diffère énormément, Blair est en effet guidé par le pragmatisme qui le conduit sur un certain nombre de sujets à prendre des positions peu différentes de celles de ses prédécesseurs, notamment avec l'euro²⁴. De plus, l'opinion britannique sur l'Europe est très segmentée, tandis que les syndicats et les milieux d'affaire sont plutôt euro-enthousiastes, la presse, elle, est clairement eurosceptique et son influence sur la population n'est pas négligeable.

Pour l'instant donc la différence essentielle entre le « New Labour » et les Conservateurs (et le « Old Labour ») réside dans le style employé. Cependant, il n'est pas certain que contrairement aux souhaits exprimés par Tony Blair, les quarante ans d'ambiguïté de la politique britannique vis à vis de la construction européenne disparaissent.

²⁴ Tony Blair a adopté la politique traditionnelle du « Wait and See »

Bibliographie

1. Ouvrages généraux.

- Trevor HARRIS *La Grande-Bretagne et l'Europe depuis 45*, Paris, Ellipses, 1999. (Ouvrage général pour une première approche.)
- Philippe MOREAU DEFARGES, *Les institutions européennes*, Paris, Armand Colin, 2001. (Pour tout savoir sur le fonctionnement et la création des organes de l'Europe, très clair et bien illustré, un « must ».)
- Maurice VAÏSSE, « Les Anglais sont-ils européens ? », *L'Histoire*, Nov. 1992, n°160. (Pour les amoureux d'anecdotes...)

2. Ouvrages spécialisés.

- Pauline SHNAPPER, *La Grande-Bretagne et l'Europe, le grand malentendu*, Paris, Presses de Sciences-po, 2000. (Présente le sujet de manière détaillée et l'aborde sous plusieurs angles, partis, gouvernements, opinion publique... Un travail remarquable !)
- Stephen GEORGE, *Britain and European Integration since 1945*, Londres, Blackwell, 1991. (Le point de vue d'un Britannique sur la question qui ne manque pas d'originalité, notamment sur Thatcher et son discours de Bruges...)
- Martin HOLMES, *European Integration*, Londres, Palgrave, 2001. (Intéressant mais un niveau d'anglais assez soutenu qui demande quelques efforts de lecture.)
- Emmanuelle AVRIL et Richard DAVIS, *Comprendre la Grande-Bretagne de Tony Blair*, Paris, Presses universitaires Septentrion, 2001. (Un bilan sur la politique de Blair depuis 1997 qui a été écrit par divers auteurs sur divers sujets, de l'Europe à l'Irlande en passant par l'Education.)

3. Pour aller plus loin.

- John RENTOUL, *Tony Blair Prime Minister*, Londres, Little, Brown and Company, 2001. (Une biographie de Tony Blair qui permet de mieux comprendre le personnage.)
- Anthony FORSTER, *Britain and the Maastricht negotiations*, Oxford, Macmillan, 1999. (Retour sur un des aspects les plus importants de la politique de Major, très bien écrit et pas ennuyeux !)
- Le site Internet de Tony Blair : www.number-10.gov.uk

Annexe

Discours de Tony Blair : “Committed to Europe, Reforming Europe” - Ghent City Hall, Belgium [23 February 2000] Version complète sur <http://www.pm.gov.uk/default.asp?PageID=3948>

At a time when the European Union is embarking on radical expansion and internal reform, I would like to take this moment to put the challenges facing Europe in context.

My starting point is this: the European Union has been one of the outstanding political achievements of the twentieth century. [...]

That is strengthening the hand of those who believe in democracy and free enterprise, against those who would exploit the fear of change to play the card of nationalism and protectionism.

The European Union is on the threshold of achieving the dreams of its founders. Of reuniting the continent in peace, democracy and prosperity.

But Britain could have played and can play a larger part in it.

Britain in Europe

Britain's relations with Europe have too often been ambivalent or indifferent. Indeed, I believe Britain's hesitation over Europe was one of my country's greatest miscalculations of the post-War years.

We opted out of the European Coal and Steel Community. We opted out of the European Economic Community. We opted out of the Social Chapter. And we played little part in the debate over the single currency. When we finally decided to join many of these institutions, we found unsurprisingly that they did not reflect British interests or British experience as much as we would have wished. [...]

Since the second world war, Britain has too often been an observer in Europe's development, not a player.

With the creation of the European Union, for the first time in our history, we were content to stand aside from major development on the continent.

Nearly 60% of British trade is with the rest of the European Union. Over three million British jobs and billion pounds of investment in Britain depend on Europe. Europe's global trade interests are Britain's trade interests. Of course, Britain could survive outside the European Union. But it would be a poorer, weaker Britain. We could probably get access to the Single Market, as Norway and Switzerland do. But the price would be applying Europe's laws without having the chance to shape them.

That is why I am determined that Britain should play its full part in Europe - for the same reason that Belgium and France play their full part in Europe: because that is what is best for my country.

A few miles from here, in Bruges, another British Prime Minister made a speech. From it stemmed the isolationist and hostile view of the European Union. My disagreement with Mrs Thatcher's speech in Bruges is not that its criticisms were all unjustified. Some were justified. Some indeed were and are shared by others in the European Union. My disagreement is that the response to those criticisms was for Britain to withdraw into its shell, to opt-out. To see at least in terms of presentation the European Union as Britain vs Europe.

The result was not that Europe stopped moving, but that Britain stopped shaping the form and direction of that movement. The very lesson that the development of the Single Market taught us where Britain was heavily engaged was abandoned. The idea of Britain vs Europe also infected the debate in Britain and encouraged the perception that Europe was something done to Britain, over which we had little say.

And as we lost influence in Europe, it did not help us in America. Britain has close ties with America. They will remain close, no more so than under this Government. But America wants Britain to be a strong ally in a strong Europe. The stronger we are in Europe, the stronger our American relationship.

I hold to my view that Britain's destiny is to be a leading partner in Europe. It is right for Britain, and it is right for Europe. It is a central ambition for the New Labour Government.

The change in our relations in Europe since May 1997 has been fundamental. Britain has fully participated in every new initiative: economic reform; defence and foreign policy; institutional change and enlargement; immigration and crime. To each we have made a substantive and clear contribution. Without it, the nature of the changes would have been very different. [...]

We are committed to Europe, and to reform in Europe. I am determined that Britain will play its full part in the reforms necessary for the European Union to move to the next stage of its development. [...]